

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Pagézy - Suppression de la ZAC - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dès 2009, avant même la construction de l'Hôtel de Ville dans le quartier Port Marianne, la Ville de Montpellier a lancé une réflexion sur une opération d'urbanisme et de renouvellement urbain de grande envergure, pour requalifier l'ensemble du secteur qui se trouve à l'articulation du centre historique et du quartier Antigone. Par délibération du 30 septembre 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce secteur sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Par délibération du 27 juillet 2009, au vu des enjeux urbains et de l'ambition du projet, la Ville a décidé de donner à cette opération le nom d'un personnage ayant marqué l'histoire de la Ville de Montpellier en dénommant cette opération « *ZAC Pagézy* ».

Le périmètre proposé pour cette ZAC, d'environ 3,9 ha, englobe l'îlot de l'ancien Hôtel de Ville, ses parkings et leurs abords, ainsi que certains accès automobiles et cheminements piétons/cycliste qui s'y rapportent. Il comprend également plusieurs infrastructures : Allée Frédéric-Mistral, l'Allée Henri-II-de-Montmorency, la rue de la Spirale, la rue des Pertuisanes, la rue du Bastion Ventadour et un secteur de la voie ferrée.

Par délibération du 14 décembre 2009, à la suite des évolutions du programme de la ZAC, le dossier de création a été modifié et soumis à la concertation.

Compte tenu des évolutions et mutations probables générées par la réorganisation des administrations régionales et de l'État, et par la modification des dynamiques économiques urbaines et tertiaires, il est apparu nécessaire pour la Ville de mener des études complémentaires sur un périmètre élargi reliant le centre historique au Lez.

Aujourd'hui, les orientations pour aménager la ville de demain à la fois apaisée, équilibrée et résiliente conduisent à relancer une opération sur un nouveau périmètre de projet de réinvestissement urbain. L'opération à engager constitue une occasion à saisir pour trouver la pleine expression du positionnement, de la programmation notamment économique, commerciale, touristique et de recomposition urbaine des quartiers qui s'étendent depuis la place de la Comédie jusqu'aux rives du Lez. En effet, il est apparu que la double ambition, économique et urbaine, ne pouvait trouver de réponses cohérentes que sur un périmètre élargi, incluant des assiettes foncières sur lesquelles la Ville de Montpellier n'a pas la maîtrise.

A ce titre, il convient de clôturer la précédente procédure de ZAC qui n'avait pas connu de démarrage opérationnel afin de lancer de nouvelles réflexions aboutissant à un projet d'ensemble de renouvellement urbain de ce secteur de ville aux enjeux urbains, économiques et sociaux majeurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté Pagézy ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que ce dossier est tenu à disposition du public, à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-181727-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.